

RCS : NIORT Code greffe : 7901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NIORT atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

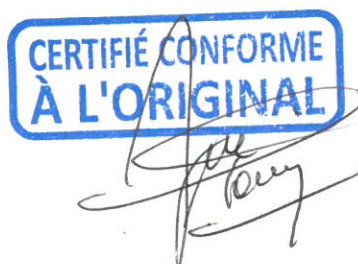
Numéro de gestion : 1981 B 00018 Numéro SIREN : 320 710 064 Nom ou dénomination : ETS GOUIN

Ce dépôt a été enregistré le 10/11/2022 sous le numéro de dépôt 5741

Sommaire

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

<i>Bilan Actif</i>	1
<i>Bilan Passif</i>	2
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	3
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	4
<i>Règles et méthodes comptables</i>	5
<i>Immobilisations</i>	7
<i>Amortissements</i>	8
<i>Créances et dettes</i>	9
<i>Détail des produits à recevoir et charges à payer</i>	10
<i>Détail des comptes de régularisation</i>	11
<i>Détermination du Résultat Fiscal</i>	12
<i>Détermination du résultat fiscal divers</i>	13
<i>Tableau des filiales et participations</i>	14



Bilan Actif

		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	9 554	9 375	180	205
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	11 910	11 910		
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	243 950		243 950	243 950
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	46		46	46
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	270		270	270
TOTAL (II)		265 730	21 285	244 445	244 471
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	2 280		2 280	21 420
	Autres créances	347 805		347 805	276 236
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	492 608		492 608	579 748
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 667		2 667	2 575
	TOTAL (III)	845 360		845 360	879 980
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 111 090	21 285	1 089 805	1 124 451

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

Capitaux Propres	Capital social ou individuel	183 600	183 600
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	18 360	18 360
	Réserves statutaires ou contractuelles		340 571
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	790 000	
	Report à nouveau	4 275	(54 792)
	Résultat de l'exercice	(11 772)	558 496
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	984 463	1 046 235
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	84 881	57 084
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 288	11 892
	Dettes fiscales et sociales	4 944	9 010
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	230	230
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	105 342	78 216
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 089 805	1 124 451
	Résultat de l'exercice exprimé en euroset centimes	(11 771,93)	558 496,13
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	105 342	78 216
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

			31/12/2021	31/12/2020
			12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises			
	Production vendue (Biens)			
	Production vendue (Services et Travaux)	23 500	23 500	26 524
	Montant net du chiffre d'affaires	23 500	23 500	26 524
	Productions stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits		34	26
	Total des produits d'exploitation		23 534	26 550
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises Variation de stock			
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stock			
	Autres achats et charges externes		27 816	32 001
	Impôts, taxes et versements assimilés		737	736
	Salaires et traitements		15 012	15 012
	Charges sociales du personnel		6 042	5 990
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir		26	26
	Dotations aux provisions : - sur immobilisations - sur actif circulant - pour risques et charges			
	Autres charges		4	65
	Total des charges d'exploitation		49 638	53 829
	RESULTAT D'EXPLOITATION		(26 103)	(27 278)

Compte de Résultat

		31/12/2021	31/12/2020
RESULTAT D'EXPLOITATION		(26 103)	(27 278)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	11 579	46 249
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 573	2 961
	Reprises sur provisions et transfert de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		15 151	49 210
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	820	634
	Différences négatives de change		1
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		820	635
RESULTAT FINANCIER		14 331	48 575
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(11 772)	21 296
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		595 000
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			595 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		48 125
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			48 125
RESULTAT EXCEPTIONNEL			546 875
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			9 675
TOTAL DES PRODUITS		38 686	670 760
TOTAL DES CHARGES		50 458	112 264
RESULTAT DE L'EXERCICE		(11 772)	558 496

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

15 151

49 210

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 089 805 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche en **produits** un total de **38 686 euros** et en **charges**, un total de **50 458 euros**, dégageant ainsi un résultat de **-11 772 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'acte liés à l'acquisition des immobilisations incorporelles, corporelles et des titres (immobilisés, de participation ou de placement) sont comptabilisés en charges.

Les coûts d'emprunt, engagés pour l'acquisition ou la production d'une immobilisation incorporelle ou corporelle, sont déduits en charge au titre de l'exercice au cours duquel les intérêts sont courus.

Les coûts engagés lors de la phase de développement d'un projet sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Lorsque la valeur d'inventaire des immobilisations non amortissables est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Conformément à l'avis 2005-D du 1^{er} juin 2005 du Comité d'urgence du CNC, il a été procédé à l'amortissement des immobilisations non décomposables à l'origine, sur leur durée d'usage, sans rechercher leur durée d'utilisation.

D'autre part, il n'a pas été relevé d'immobilisations susceptibles de faire l'objet d'amortissement par composants.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Immobilisations Financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition, ou à la valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont comptabilisés en charges et répartis fiscalement sur 5 ans de manière extra-comptable.

Pour la valeur actuelle, il a été retenu la valeur patrimoniale des titres.

Lorsque la valeur actuelle des titres est inférieure au coût d'acquisition de ces mêmes titres, une provision pour dépréciation est constatée.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients et les autres créances présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur nette.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

Faits significatifs - COVID-19

Les activités n'ont pas été affectées par la COVID-19 sur 2021.

La facturation des prestations auprès de sa filiale s'est poursuivie de manière normale.

A la date d'arrêté des comptes par la direction, cette dernière n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettraient en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Les états financiers de l'entité ont donc été établis sur la base de la continuité de l'activité.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	9 554					9 554
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 554					9 554
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	11 910					11 910
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 910					11 910
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	243 950					243 950
	Autres titres immobilisés	46					46
	Prêts et autres immobilisations financières	270					270
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	244 266					244 266
TOTAL		265 730					265 730

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 349	26		9 375
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 349	26		9 375
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	11 910			11 910
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 910			11 910
TOTAL	21 259	26		21 285

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	270		270
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	2 280	2 280	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	9 462	9 462	
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 340	2 340	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	336 003	336 003	
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avances	2 667	2 667	
	TOTAL DES CREANCES	353 022	352 752	270
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	15 288	15 288		
	Personnel et comptes rattachés	782	782		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	942	942		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	3 021	3 021		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	198	198		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	84 881	84 881		
	Autres dettes	230	230		
	TOTAL DES DETTES	105 342	105 342		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)	84 881			

Détail des produits à recevoir et charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Produits à recevoir	2 280
Autres créances clients	2 280
Clients factures à établir	2 280

Total des Charges à payer	14 964
Emprunts et dettes financières divers	820
Intérêts courus à payer s/C/ct	820
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 853
Fournis factures non parvenues	13 853
Dettes fiscales et sociales	291
Organismes soc charges à payer	291

Détermination du Résultat Fiscal

31/12/2021

REINTEGRATIONS	Bénéfice comptable de l'exercice Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'I.R. Avantages personnels non déductibles (Sauf amortissement) Amortissement excédentaires et autres amortissements non déductibles Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du CGI Taxe sur les véhicules des sociétés Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option Provisions et charges à payer non déductibles Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs Amendes et pénalités Charges financières Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI Impôts sur les sociétés Quote part dans les bénéfices réalisés par une société de personne ou un GIE Moins-values nettes à long terme relevant du taux à 15% ou 19% (12,8% pour imposition IR) Moins-values nettes à long terme relevant du taux à 0 % Plus values nettes à court terme Plus-values soumises au régime de fusions Ecart de valeurs liquidatives sur OPC Réintégrations diverses Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage		
	TOTAL I		
DEDUCTIONS	Perte comptable de l'exercice Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un GIE Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrés... Plus-values nettes à long terme imposées aux taux de 15% (12,8% pour imposition IR) Plus-values nettes à long terme imposées au taux de 0% Plus-values nettes à long terme imposées au taux de 19% Plus-values nettes à long terme imputées sur les moins values nettes à long terme antérieures Plus-values nettes à long terme imputées sur les déficits antérieurs Autres plus-values imposées au taux de 19% Fraction des plus values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée Produit net des actions et parts d'intérêts / Quote part frais Produits de participations inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99 % Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer Majoration d'amortissements Abattement sur le bénéfice et exonérations Ecart de valeurs liquidatives sur OPC Déductions diverses Déductions des produits affectés aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage		11 772
	TOTAL II		33 193
RESULTAT	Déficit exercice reporté en arrière		
	Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		
TOTAUX			44 965
RESULTAT FISCAL		BENEFICE (Col 1) PERTE (Col 2)	44 965

Détail des réintégrations et déductions diverses

Etat exprimé en euros

31/12/2021

REINTEGRATIONS DIVERSES	Réintégrations diverses Profits latents sur créances et dettes libellées en monnaies étrangères Intérêts excédentaires des c/cts d'associés Prélèvements opérés sur réserves de plus-values à long terme Aide fiscale 1980-1982 sur désinvestissement réalisé Intérêts sur capital débiteur Fraction imposable de la provision pour hausse des prix Amortissement charges à répartir non étalables fiscalement Réduction d'impôt sur le revenu adhérents Centre de Gestion Provision sur pertes résultant d'écarts de conversion Autres impôts et taxes non déductibles Plus-values en exonération provisoire antérieure d'imposition Reprise sur produits antérieurs non imposés Part de moins-values de cessions imposables Zones d'entreprises (activité exonérée) Quote part de pertes sur créances liées à des participations non déductible Réintégration fiscale quote part 12 % plus value cession titres de participation		
	TOTAL		
DEDUCTIONS DIVERSES	Déductions diverses Pertes latentes sur créances et dettes libellées en monnaies étrangères Dégrèvements sur impôts non déductibles Reprises sur provisions pour investissements Produit sur crédit d'impôt recherche Produit sur crédit d'impôt formation Profit imposé sur imposition séparée Charges à répartir non étalables fiscalement Créances dégagées par le report en arrière du déficit Reprise sur provision sur perte résultat écarts de conversion Part de revenu faisant l'objet d'un étalement Part de plus-values de cessions exonérées Sommes diverses soumises à un règlement fiscal particulier Quote part de dividende perçu s/participation dans les société civiles non imposable Déduction fiscale quote part dans les pertes subies s/participation dans les sociétés civ		
	TOTAL		33 193

11 579

21 614

Tableau des Filiales et Participations

Etat exprimé en euros	31/12/2021	Participations (de + de 50 %)		
Dénomination ou raison sociale		Sarl Gouin Equipements Véhicules		
Date de clôture du dernier exercice		31/12/2021		
Capitaux propres				
• capital social				
• montant		278 800		
• nombre de titres		11 152		
• autres capitaux propres		240 578		
Quote part du capital détenu				
• nombre de titres		9 758		
• pourcentage		87.50		
Valeur comptable des titres détenus				
• brute		243 950		
• nette		243 950		
Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés				
• bruts		68 170		
• nets		68 170		
Montant des cautions et avals donnés par la société				
Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos		621 855		
Résultat comptable du dernier exercice clos		65 733		
Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice				

SAS ETABLISSEMENTS GOUIN

Société par actions simplifiées au capital de 183 600 €

Siège social : 342 avenue de Paris 79000 NIORT

RCS NIORT B 320 710 064

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

DU 30 JUIN 2022

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

CLOS LE 31 DECEMBRE 2021



TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale constate l'existence d'une perte comptable de 11 771.93 €.

L'assemblée générale, conformément aux propositions du président, décide d'inscrire ce montant au débit du compte report à nouveau

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Expertise Comptable
Commissariat aux Comptes
Juridique et Social

Stéphane Avenet
Laurence Savatier-Dupré
Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes
inscrits auprès de la Cour d'Appel
de Poitiers

Bureau principal
550 avenue de Limoges
79000 Niort
Tél. 05 49 77 17 76

Bureau secondaire
22 rue Giannesini
79270 Frontenay Rohan Rohan
Tél. 05 16 25 16 00

www.ccaniort.com
contact@ccaniort.com

SAS ETS GOUIN

342, avenue de Paris
79000 NIORT

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice au 31 décembre 2021

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

SAS Ets GOUIN
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés de la société SAS Ets GOUIN

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAS Ets GOUIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

LS

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos travaux ont notamment porté sur :

- ✓ Les options retenues dans le choix des méthodes comptables ou dans leurs modalités de mise en œuvre

A ce titre, nos travaux ont porté sur l'évaluation des immobilisations financières. La note « immobilisations financières » en page 14 de l'annexe expose que les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition, ou à la valeur actuelle si celle-ci est inférieure. Les frais d'acquisition des titres de participation sont comptabilisés en charges et répartis fiscalement sur 5 ans de manière extra-comptable.

Nous avons validé la conformité de ces méthodes avec les règles du plan comptable général.

- ✓ Les estimations comptables importantes

Les immobilisations financières sont inscrites à l'actif du bilan de l'exercice pour une valeur nette de 244 266 € et ne font l'objet d'aucune dépréciation à la date de clôture de l'exercice.

La note de l'annexe précise que pour la valeur actuelle, il a été retenu la valeur patrimoniale des titres. Lorsque la valeur actuelle des titres est inférieure au coût d'acquisition des titres, une provision pour dépréciation est constatée.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier l'application de ces méthodes. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

- ✓ La présentation des comptes annuels

Nos travaux ont consisté à vérifier que les états de synthèse dont l'annexe des comptes annuels donnent une information appropriée.

LS

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Niort, le 14 juin 2022



SARL CERGI CIGOS AUDIT

Société de Commissariat aux comptes inscrite
Représentée par Laurence SAVATIER-DUPRÉ
Commissaire aux comptes inscrit

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

LS

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	9 554	9 375	180	205
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	11 910	11 910		
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	243 950		243 950	243 950
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	46		46	46
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	270		270	270
TOTAL (II)		265 730	21 285	244 445	244 471
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	2 280		2 280	21 420
	Autres créances	347 805		347 805	276 236
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	492 608		492 608	579 748
	Charges constatées d'avance	2 667		2 667	2 575
	TOTAL (III)	845 360		845 360	879 980
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 111 090	21 285	1 089 805	1 124 451

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	183 600	183 600
	RESERVES		
	Réserve légale	18 360	18 360
	Réserves statutaires ou contractuelles		340 571
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	790 000	
	Report à nouveau	4 275	(54 792)
	Résultat de l'exercice	(11 772)	558 496
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	984 463	1 046 235
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	84 881	57 084
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 288	11 892
	Dettes fiscales et sociales	4 944	9 010
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	230	230
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	105 342	78 216
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 089 805	1 124 451
	Résultat de l'exercice exprimé en euros et centimes	(11 771,93)	558 496,13
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	105 342	78 216
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	23 500	-	23 500	26 524
	Montant net du chiffre d'affaires	23 500		23 500	26 524
	Productions stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits			34	26
Total des produits d'exploitation				23 534	26 550
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			27 816	32 001
	Impôts, taxes et versements assimilés			737	736
	Salaires et traitements			15 012	15 012
	Charges sociales du personnel			6 042	5 990
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			26	26
	Dotations aux provisions : - sur immobilisations - sur actif circulant - pour risques et charges				
	Autres charges			4	65
Total des charges d'exploitation				49 638	53 829
RESULTAT D'EXPLOITATION				(26 103)	(27 278)

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

RESULTAT D'EXPLOITATION		(26 103)	(27 278)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	11 579	46 249
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 573	2 961
	Reprises sur provisions et transfert de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		15 151	49 210
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	820	634
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		1
Total des charges financières		820	635
RESULTAT FINANCIER		14 331	48 575
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(11 772)	21 296
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		595 000
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		595 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		48 125
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		48 125
RESULTAT EXCEPTIONNEL			546 875
PARTICIPATION DES SALAIRES			
IMPOTS SUR LES BENEFICES			9 675
TOTAL DES PRODUITS		38 686	670 760
TOTAL DES CHARGES		50 458	112 264
RESULTAT DE L'EXERCICE		(11 772)	558 496
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		15 151	49 210
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 089 805** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche en **produits** un total de **38 686** euros et en **charges**, un total de **50 458** euros, dégageant ainsi un résultat de **-11 772** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.
Il a une durée de 12 mois.

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'acte liés à l'acquisition des immobilisations incorporelles, corporelles et des titres (immobilisés, de participation ou de placement) sont comptabilisés en charges.

Les coûts d'emprunt, engagés pour l'acquisition ou la production d'une immobilisation incorporelle ou corporelle, sont déduits en charge au titre de l'exercice au cours duquel les intérêts sont courus.

Les coûts engagés lors de la phase de développement d'un projet sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Lorsque la valeur d'inventaire des immobilisations non amortissables est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Conformément à l'avis 2005-D du 1^{er} juin 2005 du Comité d'urgence du CNC, il a été procédé à l'amortissement des immobilisations non décomposables à l'origine, sur leur durée d'usage, sans rechercher leur durée d'utilisation.

D'autre part, il n'a pas été relevé d'immobilisations susceptibles de faire l'objet d'amortissement par composants.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Immobilisations Financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition, ou à la valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont comptabilisés en charges et répartis fiscalement sur 5 ans de manière extra-comptable.

Pour la valeur actuelle, il a été retenu la valeur patrimoniale des titres.

Lorsque la valeur actuelle des titres est inférieure au coût d'acquisition de ces mêmes titres, une provision pour dépréciation est constatée.

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients et les autres créances présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur nette.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

Faits significatifs - COVID-19

Les activités n'ont pas été affectées par la COVID-19 sur 2021.

La facturation des prestations auprès de sa filiale s'est poursuivie de manière normale.

A la date d'arrêté des comptes par la direction, cette dernière n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettraient en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Les états financiers de l'entité ont donc été établis sur la base de la continuité de l'activité.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	9 554					9 554
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 554					9 554
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	11 910					11 910
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 910					11 910
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	243 950					243 950
	Autres titres immobilisés	46					46
	Prêts et autres immobilisations financières	270					270
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	244 266					244 266
TOTAL		265 730					265 730

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 349	26		9 375
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 349	26		9 375
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	11 910			11 910
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 910			11 910
TOTAL	21 259	26		21 285

Visé par le
Commissaire aux Comptes

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	270		270
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	2 280	2 280	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	9 462	9 462	
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 340	2 340	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	336 003	336 003	
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avances	2 667	2 667	
	TOTAL DES CREANCES	353 022	352 752	270
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Visé par le
Commissaire aux Comptes

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	15 288	15 288		
	Personnel et comptes rattachés	782	782		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	942	942		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	3 021	3 021		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	198	198		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	84 881	84 881		
	Autres dettes	230	230		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	105 342	105 342		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)	84 881			

Détail des produits à recevoir et charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Produits à recevoir	2 280
Autres créances clients	2 280
Clients factures à établir	2 280

Total des Charges à payer	14 964
Emprunts et dettes financières divers	820
Intérêts courus à payer s/C/ct	820
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 853
Fournis factures non parvenues	13 853
Dettes fiscales et sociales	291
Organismes soc charges à payer	291

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Détail des Comptes de Régularisation

Etat exprimé en euros

31/12/2021

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
Services extérieurs	2 667
TOTAL	
	2 667

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Etat exprimé en euros

31/12/2021

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	

Tableau des Filiales et Participations

Etat exprimé en euros	31/12/2021	Participations (de + de 50 %)		
Dénomination ou raison sociale		Sarl Gouin Equipements Véhicules		
Date de clôture du dernier exercice		31/12/2021		
Capitaux propres				
• capital social				
• montant		278 800		
• nombre de titres		11 152		
• autres capitaux propres		240 578		
Quote part du capital détenu				
• nombre de titres		9 758		
• pourcentage		87.50		
Valeur comptable des titres détenus				
• brute		243 950		
• nette		243 950		
Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés				
• bruts		68 170		
• nets		68 170		
Montant des cautions et avals donnés par la société				
Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos		621 855		
Résultat comptable du dernier exercice clos		65 733		
Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice				

Visé par le
Commissaire aux Comptes

Détermination du Résultat Fiscal

Etat exprimé en euros

31/12/2021

REINTEGRATIONS	Bénéfice comptable de l'exercice Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'I.R. Avantages personnels non déductibles (Sauf amortissement) Amortissement excédentaires et autres amortissements non déductibles Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du CGI Taxe sur les véhicules des sociétés Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option Provisions et charges à payer non déductibles Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs Amendes et pénalités Charges financières Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI Impôts sur les sociétés Quote part dans les bénéfices réalisés par une société de personne ou un GIE Moins-values nettes à long terme relevant du taux à 15% ou 19% (12,8% pour imposition IR) Moins-values nettes à long terme relevant du taux à 0 % Plus values nettes à court terme Plus-values soumises au régime de fusions Ecart de valeurs liquidatives sur OPC Réintégrations diverses Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage	Visé par le Commissaire aux Comptes	
	TOTAL I		
DEDUCTIONS	Perte comptable de l'exercice Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un GIE Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrés... Plus-values nettes à long terme imposées aux taux de 15% (12,8% pour imposition IR) Plus-values nettes à long terme imposées au taux de 0% Plus-values nettes à long terme imposées au taux de 19% Plus-values nettes à long terme imputées sur les moins values nettes à long terme antérieures Plus-values nettes à long terme imputées sur les déficits antérieurs Autres plus-values imposées au taux de 19% Fraction des plus values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée Produit net des actions et parts d'intérêts / Quote part frais Produits de participations inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99 % Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer Majoration d'amortissements Abattement sur le bénéfice et exonérations Ecart de valeurs liquidatives sur OPC Déductions diverses Déductions des produits affectés aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage		11 772
	TOTAL II		33 193
RESULTAT	Déficit exercice reporté en arrière		
	Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		
TOTAUX			44 965
RESULTAT FISCAL		BENEFICE (Col 1) PERTE (Col 2)	44 965

Détail des réintégrations et déductions diverses

Etat exprimé en euros

31/12/2021

REINTEGRATIONS DIVERSES	Réintégrations diverses Profits latents sur créances et dettes libellées en monnaies étrangères Intérêts excédentaires des c/cts d'associés Prélèvements opérés sur réserves de plus-values à long terme Aide fiscale 1980-1982 sur désinvestissement réalisé Intérêts sur capital débiteur Fraction imposable de la provision pour hausse des prix Amortissement charges à répartir non étalables fiscalement Réduction d'impôt sur le revenu adhérents Centre de Gestion Provision sur pertes résultant d'écarts de conversion Autres impôts et taxes non déductibles Plus-values en exonération provisoire antérieure d'imposition Reprise sur produits antérieurs non imposés Part de moins-values de cessions imposables Zones d'entreprises (activité exonérée) Quote part de pertes sur créances liées à des participations non déductible Réintégration fiscale quote part 12 % plus value cession titres de participation	Visé par le Commissaire aux Comptes	
	TOTAL		
DEDUCTIONS DIVERSES	Dédutions diverses Pertes latentes sur créances et dettes libellées en monnaies étrangères Dégrèvements sur impôts non déductibles Reprises sur provisions pour investissements Produit sur crédit d'impôt recherche Produit sur crédit d'impôt formation Profit imposé sur imposition séparée Charges à répartir non étalables fiscalement Créances dégagées par le report en arrière du déficit Reprise sur provision sur perte résultat écarts de conversion Part de revenu faisant l'objet d'un étalement Part de plus-values de cessions exonérées Sommes diverses soumises à un règlement fiscal particulier Quote part de dividende perçu s/participation dans les société civiles non imposable Dédution fiscale quote part dans les pertes subies s/participation dans les sociétés ci		11 579 21 614
	TOTAL		33 193

Informations Complémentaires

Etat exprimé en euros

INFORMATION DES HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Au titre du contrôle légal des comptes annuels, le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à la somme de 1 500 € HT.

Visé par le
Commissaire aux Comptes

INFORMATIONS SUR LE POSTE IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La société Ets GOUIN a acquis l'usufruit temporaire de parts sociales de la SCI LE CHAT BOTTÉ au terme d'un acte sous seing privé du 12 décembre 2013, précédemment propriété de Monsieur et Madame GOUIN Jean Michel et Madame Christine GOUIN.

L'usufruit temporaire cédé porte sur 97 parts sociales sur 100 parts de la SCI LE CHAT BOTTÉ. Elle aura une durée déterminée de 15 années, à compter du 10 décembre 2013 pour s'éteindre de plein droit le 09 décembre 2028.

La société Ets GOUIN va exercer les droits propres à l'usufruit et va par conséquent amortir ce droit sur la durée de l'usufruit soit sur 15 ans.